

« L'EUROPE ENFLA SI BIEN QU'ELLE CREVA ; de 27 à 36 États ? »

Sylvie Goudard

Tallandier (7 mars 2024)

Les négociations pour l'entrée dans l'UE de l'Ukraine et de la Moldavie ont débuté le 25 juin 2024 à Luxembourg, et sont passées presque inaperçues. Et la Géorgie pourrait suivre bientôt.

Dans ce contexte, le livre de Sylvie Goudard est le bienvenu ; et son titre nous rappelle bien sûr celui d'une belle fable de La Fontaine.

Pour présenter l'ouvrage, l'éditeur en fait le résumé suivant :

« Les dirigeants européens ont décidé : ils ont promis à l'Ukraine, à la Moldavie, à la Géorgie et à tous les pays des Balkans occidentaux qu'ils rejoindraient l'Union européenne. Les bons arguments ne manquent pas mais, face à un Vladimir Poutine déterminé à abattre tout ce qu'elle représente, l'UE n'a pas droit à l'erreur. Or le processus a été lancé sans plan précis ni accord sur l'essentiel.

Loin de renforcer l'UE, cette décision pourrait bien entraver son action, tout en la privant de son originalité. C'est une fuite en avant alors qu'elle n'a toujours ni politique extérieure, ni défense unifiée, ni budget digne de ce nom.

Enfin, ces dirigeants ne se sont guère souciés de ce qu'en pensent les citoyens européens. N'ont-ils rien appris de l'illusion turque, il y a vingt ans, ou du Brexit ? Rien n'est jamais acquis en Europe, surtout quand le nationalisme revient en force. Il n'est plus l'heure de prétendre que l'union fait la force sans s'occuper d'abord de faire l'union ».

De son côté, Karl De Meyer en fait dans Les Echos du 5 septembre 2024 la présentation suivante dans ses « bonnes feuilles », en l'intitulant « Réquisitoire contre l'Europe à 36 » et en amorçant sa présentation de la manière suivante : « Sylvie Goudard livre un essai sur le possible élargissement de l'Union Européenne à neuf nouveaux pays. Elle ne mâche pas ses mots sur « l'UE XXL », cette chimère, et c'est courageux ».

« Sylvie Goudard a publié au printemps dernier un essai extrêmement acéré sur le possible élargissement de l'UE à neuf nouveaux pays, dont elle a puisé le titre chez Jean de la Fontaine. L'ancienne eurodéputée, conseillère du président de la Commission Romano Prodi dans les années 2000, met en garde les Européens sur les conséquences négatives qu'aurait une extension de l'Union mal préparée.

Présenté comme un impératif moral et/ou stratégique par de nombreux diplomates, cet agrandissement pourrait obérer la prise de décision et déstabiliser les sociétés des nouveaux entrants. Le livre a le mérite de mettre le sujet sur la table, alors que la décision des Vingt-Sept d'ouvrir officiellement les négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie, fin juin, est passée inaperçue. Le thème a été curieusement absent de la campagne des européennes.

Sylvie Goudard, dans une analyse menée tambour battant, recense tous les risques. Elle déplore qu'« aucun plan d'ensemble n'accompagne la décision de principe, [...] aucun mécanisme n'a été introduit pour conditionner l'élargissement au succès du processus de réformes [internes à l'UE] ». Elle craint que le processus actuel ne soit « un leurre, un moyen de se donner bonne conscience et de se rassurer à peu de frais ».

Face au concept d'intégration progressive, l'auteure redoute de voir émerger une Europe à la carte, saucissonnée. Elle avertit que l'élargissement pourrait signer « l'arrêt de mort de l'UE », par homicide « ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Ce livre est pour elle un moyen de souligner les failles de l'UE à 27 et de s'interroger sur les moyens de les pallier. (...) ».

De notre côté, on propose ci-après plusieurs extraits du livre de Sylvie Goudard, après quoi, nous donnerons quelques informations sur l'élargissement de l'UE.

EXTRAITS DU LIVRE

« Les Européens méritent mieux ».

« (...) Derrière les discours lyriques prônant l'élargissement "au nom de l'Europe", de ses valeurs et de ses réalisations, se profile, je crains, la désagrégation de l'Europe communautaire conçue comme une communauté chaleureuse d'hommes et de femmes désireux de vivre ensemble. Déjà, la place prise par le marché et les réglementations techniques ont dérouté les citoyens. L'élargissement à trente-six pourrait signer l'arrêt de mort de l'UE telle que ses fondateurs l'avaient imaginée. Il s'agirait moins d'un assassinat, c'est-à-dire d'un crime prémédité, que d'un homicide, ayant "entraîné la mort sans intention de la donner" ou "par négligence", mais le résultat sera le même.

Et même si la désintégration ne devait être que partielle, trois évolutions risquent de se produire dont il faudrait parler aux citoyens français.

• Tout d'abord, le centre de gravité de l'UE se déplacera vers l'est, comme le chancelier allemand l'a souligné dans un discours qu'il a tenu à Prague en août 2022. Un simple coup d'œil à une carte de géographie permet de le vérifier. Pour un pays atlantique comme la France, bordant la Méditerranée, ce déplacement n'est pas neutre. Il ne s'agit pas d'avoir la nostalgie de l'Europe des Six, mais de mesurer les conséquences des décisions prises. Quand il était président de la Commission, Romano Prodi avait, de manière constante, le souci de combiner l'élargissement à l'est (aux pays d'Europe centrale et orientale à l'époque déjà) et l'engagement en Méditerranée (par des accords d'association ou la "politique de voisinage"). Manifestement, dans la durée, cet équilibre a été rompu.

Étant donné la proportion de populations issues du Maghreb et du Sahel qui vit en Europe et les flux migratoires actuels, cette région est encore plus cruciale qu'il y a vingt ans. Je souhaite bonne chance aux dirigeants de demain qui devront, tôt ou tard, assumer une décision aboutissant à ce que les Européens consacrent l'essentiel de leur énergie et de leurs ressources à l'Ukraine et aux Balkans occidentaux comme si l'histoire depuis l'Antiquité et les liens humains ne comptaient pas (notamment le sacrifice de tant de soldats venus de l'empire colonial français).

Les pays qui nous ont rejoints depuis 1995 sont géographiquement éloignés de l'Afrique et de la Méditerranée, dépourvus de passé colonial et de mémoire de cette histoire. C'est pourquoi il nous revient à nous Français avec nos partenaires italiens, grecs et espagnols de rappeler la responsabilité pour le sud de l'UE.

En 2008, j'avais exprimé des doutes sur l'Union pour la Méditerranée telle qu'elle était proposée par le président Sarkozy car elle consistait à travailler avec des dirigeants, pour la plupart, autoritaires et corrompus mais le besoin d'équilibre demeure.

• En second lieu, l'augmentation du nombre des pays membres dilue le poids de chacun, y compris de la France. Ce sera vrai sur les sujets de fond, en tenant compte de l'influence accrue des États-Unis dans la zone considérée, notamment sur les questions de défense. L'impact se fera aussi sentir sur le fonctionnement quotidien de l'UE, par exemple l'usage des langues dans les institutions européennes. Comme cela s'est déjà produit, l'augmentation du nombre de langues parlées dans l'hémicycle du Parlement européen, lors des sessions officielles, se combinera à l'emploi encore plus généralisé de l'anglais. Or la République française continue d'attaquer la Commission devant la Cour de justice parce qu'elle favorise l'anglais dans les recrutements.

• Enfin, la symbolique franco-allemande de Strasbourg sera encore relativisée. J'ai vécu, quand j'étais députée, l'effet de l'élargissement sur l'attachement au siège à Strasbourg, à la fois dans les pays plus éloignés du noyau franco-allemand et en Allemagne même. Là encore, au lieu de convaincre les députés du bien-fondé de ce symbole, en emmenant par exemple les nouveaux élus à Verdun ou au camp de concentration du Struthof, la République française préfère défendre Strasbourg par des recours en justice. Plus le temps passe, plus la France se raidit sur ce sujet. Bien qu'attachée à la relation franco-allemande et à sa symbolique, Simone Veil était favorable à une implantation durable du Parlement à Bruxelles. C'était une autre époque.

Ces quelques exemples montrent l'ampleur du gouffre que les dirigeants sont en train de creuser avec les populations. Mais pourquoi l'élargissement est-il vu comme aussi incontournable ? Peut-être la réponse se trouve-t-elle, en partie du moins, en dehors de l'UE ».

« Un choix sous pression »

« Ne nous faisons pas d'illusions. L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, en plein conflit, étant délicate, l'adhésion à l'UE risque fort d'être vue par un certain nombre de pays de l'OTAN non membres de l'UE (États-Unis, Canada, Royaume-Uni ou Turquie) comme la solution idéale pour arrimer ce pays à l'Ouest. L'adhésion de l'Ukraine à l'UE serait le moyen de stabiliser le continent sans qu'ils aient à en assumer le coût, ni à payer la moindre conséquence sur leur propre politique intérieure.

Un article comme celui publié par l'économiste américain Kenneth Rogoff, "Europe must lead Ukrainians' reconstruction", est édifiant. Selon lui, les Européens doivent prendre en charge la responsabilité et le coût de la reconstruction de ce pays puisqu'ils ont "peu contribué à sa défense" et ont même été, clairement, des "passagers clandestins" de la sécurité européenne, et qu'ils ont, par le passé, fait miroiter cette adhésion. L'article du Financial Times précité prend aussi position en faveur de l'entrée dans l'UE. Par le passé déjà, de nombreux intellectuels et hommes politiques anglo-saxons appuyaient l'adhésion de la Turquie avec une insistance si touchante qu'elle confinait à la "stipulation pour autrui", comme on dit en droit civil.

Cela dit, pourquoi s'étonner de ces attentes ? Les Américains, présents sur le continent depuis des décennies, dépensent des sommes considérables pour notre sécurité collective. Ils ont au sein de l'Union des relais dont le poids relatif a été renforcé par les élargissements successifs. Depuis 2022, certains États membres comme la Roumanie, la Pologne ou les pays baltes ont été plus clairvoyants que nous sur la Russie. Ils dépendent énormément des Américains sur le plan militaire. Le président tchèque Petr Pavel est quant à lui un ancien général, ancien président du Comité militaire de l'OTAN. Ces liens reflètent une réalité et seront utilisés par les autorités américaines, sans doute plus encore qu'au moment où elles appuyaient l'admission de la Turquie.

Dans un monde marqué par de fortes interdépendances, la politique est souvent tenue de prendre en compte des contraintes ou des injonctions extérieures. L'Europe de la défense se bornant à ce jour à la juxtaposition de moyens nationaux disparates, c'est encore plus vrai. Mais encore faudrait-il éviter de faire passer des processus en partie influencés par nos alliés pour des décisions marquant le triomphe de la souveraineté européenne.

Ursula von der Leyen n'a jamais caché sa proximité avec les États-Unis, conforme à la tradition de son parti, la CDU allemande, qui a toujours lié engagement pro-européen et solidarité atlantique. Si elle partage avec Emmanuel Macron l'objectif de bâtir une Europe "géopolitique", sa vision de l'"autonomie stratégique" diffère vraisemblablement de celle du président français.

Les décisions du Conseil européen tout au long du processus seront donc vraisemblablement prises sous une forte contrainte externe et des interférences marqueront sans doute, dans la durée, le processus de négociation. C'est ce qui me fait craindre que la Commission et les gouvernements puissent, en définitive, ne pas être trop regardants sur les performances des pays candidats comme sur l'état de préparation de l'Union. Le "parallélisme" promis par le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023 souffrira du manque de pression en faveur de la réforme interne.

Certains objecteront que l'Histoire a décidé pour nous ; Ursula von der Leyen utilise souvent l'argument selon lequel l'invasion de l'Ukraine crée une obligation morale. Elle n'a pas tort, mais elle donne ainsi une raison supplémentaire de réclamer un plan d'ensemble, un dialogue avec les citoyens – en un mot, un dessein qui montrerait que nous sommes sérieux. Est-il d'ailleurs si moral de faire des promesses à la légère ? Ou encore, de la part d'alliés qui connaissent bien les failles de la construction européenne, de s'en remettre à ce point à cette planche de salut ?

Les États-Unis ne sont d'ailleurs pas les seuls à y pousser. De son côté, la Grande-Bretagne a toujours été favorable aux élargissements, avec l'espoir plus ou moins avoué de freiner l'intégration politique quand elle était membre de l'UE, comme je l'ai rappelé. Le fait qu'elle l'ait quittée risque de l'inciter plus encore à poursuivre dans cette voie. Enfin, à l'occasion du sommet de l'OTAN à Vilnius en juillet 2023, le président turc a déjà tenté un chantage autour de l'adhésion de la Suède à l'OTAN, promettant de lever

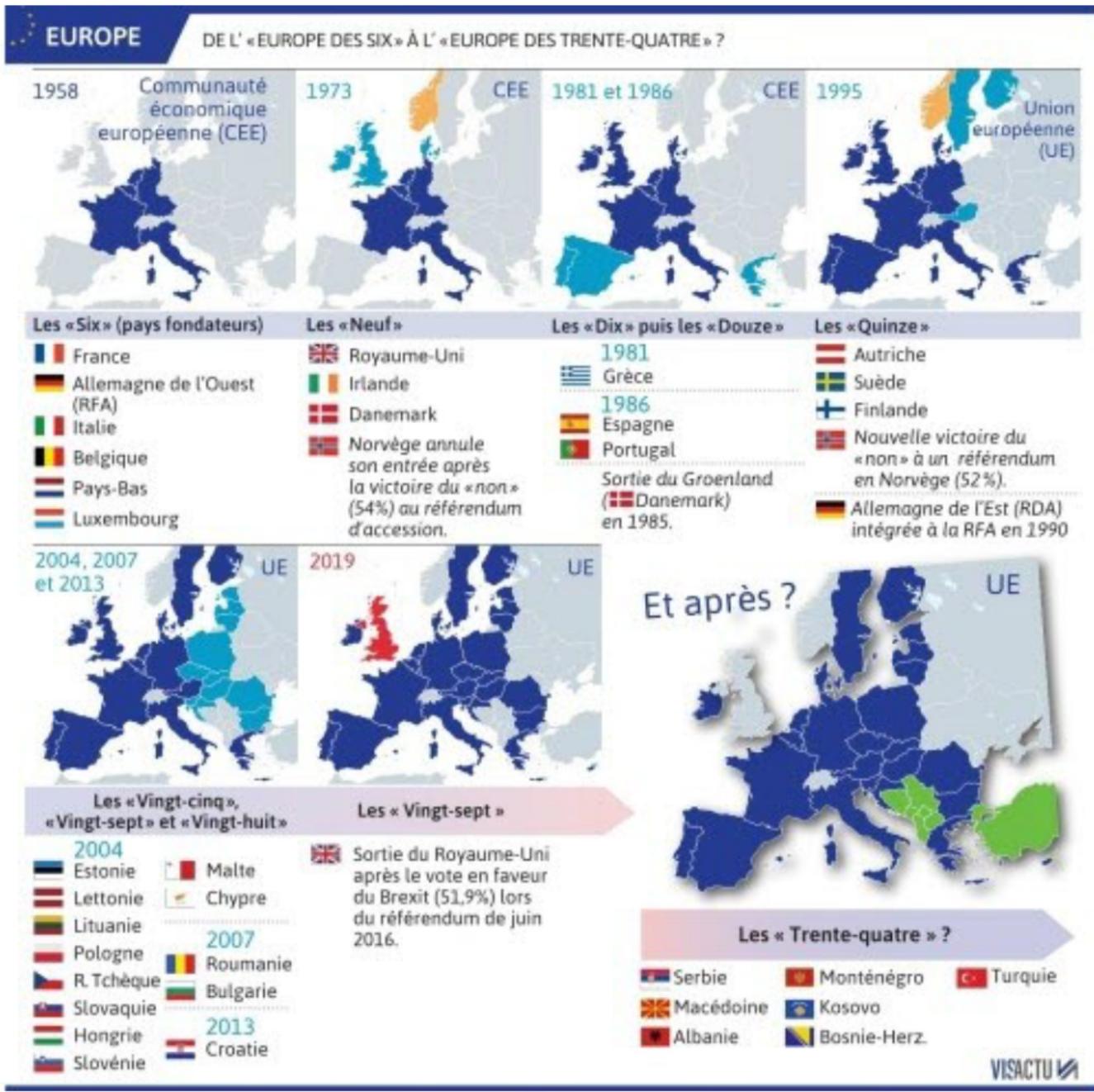
son veto si en échange, son pays était admis dans l'UE. Entre-temps, la Turquie semble avoir renoncé à faire usage de cet argument.

Enfin, en vingt ans, la Chine s'est affirmée sur la scène mondiale ; elle dispose de moyens de pression sur la plupart des gouvernements européens et des candidats. En particulier, elle a noué, dans le cadre des coopérations appelées les "routes de la soie", des partenariats avec une quinzaine d'États membres de l'UE même si l'Italie a finalement décidé de s'en retirer. L'Ukraine elle-même entretenait, avant l'invasion, une relation assez étroite avec Pékin qui était son premier partenaire commercial (12 % de ses exportations, 15 % de ses importations). À ce stade, il est difficile de savoir comment la Chine jouera cette carte, mais il est peu probable qu'elle y renonce.

Au total, c'est paradoxalement au moment où l'Union prend conscience de la nécessité impérieuse d'affirmer sa souveraineté qu'elle s'apprête à se transformer d'une manière qui révèle qu'elle en est en partie dépourvue et qui pourrait aboutir à l'en priver définitivement. (...) ».

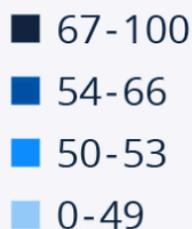
www.christian-biales.fr

COMPLÉMENTS :

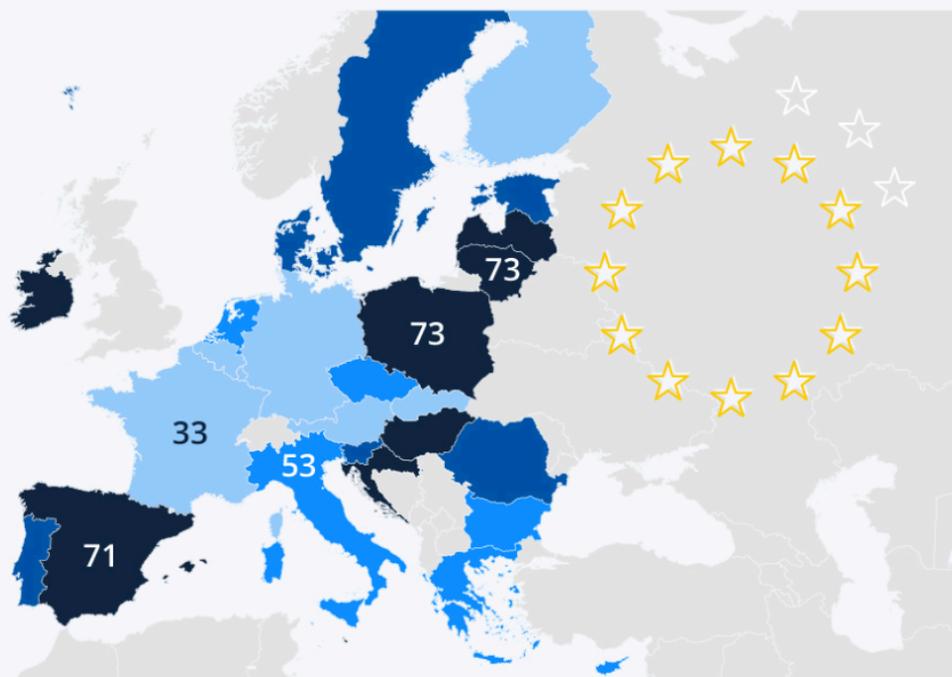


Élargissement de l'UE : quels pays y sont favorables ?

Part des répondants favorables à l'élargissement de l'UE dans les années à venir par pays (en %)



Moyenne UE-27
52%



Étude réalisée en janvier/février 2023. Question : veuillez dire si vous êtes pour ou contre l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir.
Source : Eurobaromètre



statista

Informations sur le processus d'adhésion :

- https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/steps-towards-joining_en?prefLang=fr&etrans=fr
- https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership_en?prefLang=fr&etrans=fr
- https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/enhanced-eu-engagement-western-balkans_en?prefLang=fr&etrans=fr